

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 14/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



CMSE

855 rue René Descartes
13100 AIX EN PROVENCE

Références : UD-R-SSDAS-22-255-AM
Code AIOT : 0006101457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement CMSE implanté 100 ROUTE DE CORBAS 69780 MIONS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action national portant sur le plan de gestion des déchets d'extraction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMSE
- 100 ROUTE DE CORBAS 69780 MIONS
- Code AIOT : 0006101457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière CMSE (anciennement Perrier TP) est une carrière de matériaux alluvionnaires à ciel ouvert. Elle est autorisée, pour une durée d'exploitation de 30 ans, par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 à extraire, depuis 2017, une quantité annuelle maximale 900000 tonnes par an. Le site de la carrière comporte un ensemble d'activités intégrées à l'aval de la carrière : installation de traitement de matériaux, centrale d'enrobage, centrale à béton, plate-forme de recyclage de déchets inertes du BTP.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale relative au plan de gestion des déchets d'extraction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déchets concernés par le PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	/	Sans objet
2	Déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Annexe I > 1	/	Sans objet
3	Déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Annexe I > 2.	/	Sans objet
4	Déchets d'extraction non inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Annexe I	/	Sans objet
5	Définition de la catégorie A	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article Annexe VII > 1.	/	Sans objet
6	Politique de prévention des accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 7	/	Sans objet
7	Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 7	/	Sans objet
8	Plan d'opération interne.	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 9	/	Sans objet
9	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
10	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
11	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
12	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
13	Remblayage par des déchets inertes externes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Sans objet
14	Fermeture d'installation – conformité remise en état	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués à l'occasion de l'inspection n'appellent pas de non-conformité. Quelques remarques ont été formulées notamment en ce qui concerne la prise en compte de la meilleure valorisation de déchets qui devra être intégrée dans le prochain plan de gestion et une recommandation concernant la structure de la zone accueillant les boues issues du lavage des matériaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets concernés par le PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Durée de stockage des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ne sont pas concernés par le PGD : - les déchets replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux, telles que la création de voies d'accès pour des machines, de rampes de roulage, de cloisons, de merlons ou de bermes ; - les déchets dangereux stockés < 6 mois - les déchets non inertes non dangereux stockés < 1 an - les déchets inertes, les déchets non dangereux et les terres non polluées stockées < 3 ans Attention pas de durée mini pour les stockages de catégories A (voir plus loin).
Constats : L'exploitant a réalisé un plan de gestion des déchets d'extraction en 2018. Les déchets identifiés correspondent aux terres de découvertes, aux graves rouges situées sous les terres de découvertes et enfin les boues issues du lavage des matériaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déchets d'extraction inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Annexe I > 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Vérification du caractère « inerte » des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Caractérisation de l'inertie des déchets : - annexe I de l'AM du 22/09/1994 - circulaire du 22/08/2011 Annexe I>1 : a) pas de désintégration ni dissolution, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ; b) teneur maximale en soufre sous forme de sulfure $\leq 0,1 \%$, ou déchets avec teneur maximale en soufre sous forme de sulfure $\leq 1 \%$ et le ratio de neutralisation >3 , (essai statique prEN 15875) ; c) pas de risque d'autocombustion et pas inflammables ; d) teneur en métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn) suffisamment faible ; e) pratiquement pas de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine – exemple : flocculants (inertes si monomère $< 0,1 \%$ dans polyacrylamide) .
Constats : L'exploitant a procédé à une caractérisation des boues de lavage. Leur caractère inerte a été confirmé. Le produit employé contient une teneur en monomère inférieure à $0,1 \%$ dans les polyacrylamides. Il a été constaté que les stocks de flocculant utilisés correspondent bien au produit mentionné dans le plan de gestion des déchets d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déchets d'extraction inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Annexe I > 2.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Vérification du caractère « inerte » des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'ils sont listés dans la circulaire du 22/08/2011.
Constats : Les déchets visées par le plan de gestion font partie de la liste des déchets prévues par la circulaire du 22/08/2011.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déchets d'extraction non inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Vérification de la présence de déchets non inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Attention si présence : - marnes pyriteuses (teneur en soufre/ sulfures) pour l'industrie du ciment ou des carbonates naturels : calcimétrie à prévoir pour détermination du potentiel de production acide - boues issues du traitement des eaux d'exhaure (métaux), a priori non inertes - gypse ou anhydrite (sulfate) pour la production de plâtre, a priori non inertes → si non inertes, prévoir classement 2720
Constats : L'exploitant n'est pas concerné dans son plan de gestion des déchets d'extraction, car l'activité ne génère pas de déchets non inertes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Définition de la catégorie A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article Annexe VII > 1.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Disposition spécifique catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une installation de gestion de déchets est classée dans la catégorie A, au sens du présent arrêté, si une défaillance peut entraîner :a) Des conséquences graves sur les personnes physiques ;b) Des dommages graves sur la santé humaine et l'environnement. Classement catégorie A (stockages qui présentent des dangers particuliers pour la santé et l'environnement): - si effondrement peut donner lieu à un accident majeur, - ou si déchets classés dangereux - ou si contient substances ou préparations classées dangereuses
Constats : Les déchets constitués de boues de lavage ne sont pas classées comme des déchets de la catégorie A pour les motifs suivants : - Leur nature inerte est confirmée par des analyses, ce qui permet d'exclure le risque de pollution de l'environnement. - Leur mode de stockage à l'intérieur d'un espace ceinturé par des merlons ne dépassant pas la hauteur naturelle des terrains avoisinant. En cas de rupture d'un merlon, les boues n'entraîneraient pas de dommage sur l'environnement du site. Lors de l'inspection il a été constaté qu'une partie du merlon séparant le bassin de décantation et une route interne du site ne respecte pas la préconisation de stabilité d'une pente de 2H/1V (2 mètres horizontal pour 1 mètre vertical). <u>Recommandation :</u> Bien qu'une rupture du merlon de la zone de décantation n'est pas susceptible de causer de dommages à l'environnement, il est recommandé de prendre des mesures pour la sécurité interne du site en suivant les recommandations de l'étude de stabilité jointe au plan de gestion des déchets d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Politique de prévention des accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2022, Disposition spécifique catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Politique de prévention des accidents majeurs :L'exploitant d'une installation catégorie A , définit une politique de prévention des accidents majeurs. La politique de prévention des accidents majeurs comprend les objectifs et les principes d'action généraux de l'exploitant ; il définit les moyens pour l'application de cette politique, désigne un responsable de la sécurité chargé de la mise en œuvre et du suivi périodique de la politique de prévention des accidents majeurs, il assure l'information du personnel de l'établissement sur la politique de prévention des accidents majeurs → document maintenu à jour et annexé au plan de gestion des déchets
Constats : L'exploitant n'est pas concerné par cette prescription puisqu'il n'y a pas d'installation comportant des déchets de catégorie A.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Système de gestion de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2022, Disposition spécifique catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Système de gestion de la sécurité :L'exploitant d'une installation de catégorie A, met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité et veille à son bon fonctionnement ; il présente une synthèse du système de gestion de la sécurité en annexe du plan de gestion des déchets et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les bilans (défaillances détectées, actions correctives). Il transmet chaque année au préfet une note synthétique présentant les résultats de l'analyse régulière de la performance du système de gestion de la sécurité.
Constats : L'exploitant n'est pas concerné par cette prescription puisqu'il n'y a pas d'installation comportant des déchets de catégorie A.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan d'opération interne.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Disposition spécifique catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation de catégorie A élabore un plan d'opération interne pour la gestion des situations d'urgence. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est communiqué aux services de secours. Il est testé régulièrement et au minimum une fois par an. Il est annexé au plan de gestion et mis à jour à chaque révision de ce dernier. Il fixe également les conditions de remise en état, de dépollution et de restauration des milieux en cas d'accident majeur.
Constats : L'exploitant n'est pas concerné par cette prescription puisqu'il n'y a pas d'installation comportant des déchets de catégorie A.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'un PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.
Constats : L'exploitant a établi et transmis le plan de gestion des déchets d'extraction. Sa prochaine mise à jour doit être faite en 2023. Il convient de noter que l'exploitant a amélioré la valorisation des déchets, dans la mesure où une partie des boues de décantation est vendue à des fins d'étanchéification de bassins ou de fossés. Cette valorisation devra être mentionnée dans la prochaine mise à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu du PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets d'extraction contient les éléments exigés ci-avant sauf la localisation de la zone de gestion des déchets (bassin de décantation des boues).</p> <p><u>Demande :</u></p> <p>L'exploitant devra joindre dans la mise à jour de son plan de gestion de déchets d'extraction, un plan localisant le bassin de décantation et la ou les zones de reprise des boues.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mise à jour du PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun écart n'a été relevé. La prochaine mise à jour du plan de gestion des déchets inertes est prévue en 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission du PGD au préfet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion est transmis au préfet.
Constats : La transmission a bien été effectuée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Remblayage par des déchets inertes externes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu du registre concernant les déchets, terres excavées et sédiments
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : - la date de réception - la nature et la quantité des apports - l'origine des apports (producteur, SIRET, référence cadastrale du terrain) - le traitement effectué (recyclage, valorisation par remblayage...)
Constats : L'exploitant utilise un outil informatique développé pour l'ensemble du groupe Colas. Toutes les informations requises sont présentes, sauf l'identification des parcelles d'origines. Pour information, l'obligation de tenir un registre dématérialisé des terres excavées et sédiments est en vigueur depuis le 1er janvier 2022. L'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement exige notamment cette information. Une action nationale est en cours sur le sujet du registre des terres excavées et sédiments. Le site CMSE a fait l'objet d'une inspection sur ce sujet. Les précisions qui seront faites en matière de localisation des parcelles qui n'est pas tenu jusqu'à présent seront à suivre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Fermeture d'installation – conformité remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installations en cours de fermeture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant remet à l'administration un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants : — le plan proposé en ce qui concerne la fermeture, y compris la remise en état, les procédures de suivi et de surveillance après fermeture.
Constats : La remise en état du site se poursuit à l'avancement comme prévu. Aucun écart n'a été relevé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet